

Saint-Pierre, Céline, *La première révolution tranquille*
(Montréal, Del Busso Éditeur, 2017), 229 p.

Benoit Marsan

Volume 72, numéro 4, printemps 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1065054ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1065054ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Marsan, B. (2019). Compte rendu de [Saint-Pierre, Céline, *La première révolution tranquille* (Montréal, Del Busso Éditeur, 2017), 229 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 72(4), 111–114.
<https://doi.org/10.7202/1065054ar>

celle-ci était fortement sous-capitalisée, que les associés ne s'engageaient pas dans ses affaires et qu'elle était responsable des rébellions et ensuite de la perte des îles dans les années 1640 et 1650. Roulet affirme plutôt que les associés faisaient de leur mieux dans des circonstances difficiles et que plusieurs facteurs externes étaient importants, dont «l'abandon de l'État» (p. 585). On peut cependant se demander à quoi sert cet exercice de trouver *la* raison pour laquelle la compagnie finit par échouer. Après tout, les compagnies atlantiques au XVII^e siècle, chargées à la fois de développer le commerce et la colonisation, avaient de vastes mandats que leurs homologues asiatiques n'avaient pas. Comme le constate K. G. Davies dans *The Royal African Company*, les empires européens n'avaient tout simplement pas l'infrastructure requise pour réaliser leurs ambitions dans ce domaine.

Cet ouvrage impressionne en raison de la profondeur de la recherche et de sa longueur. On aurait cependant aimé que cette histoire si fouillée s'insère de façon plus explicite dans celles de l'empire français et du monde atlantique. Tout lecteur qui ne connaît pas l'histoire des compagnies ou des îles à cette époque peut facilement se perdre dans les détails. Il y a aussi quelques inexactitudes. Par exemple, il n'y avait pas de vice-rois de l'Amérique à l'époque ; ils étaient les vice-rois de la Nouvelle-France (le premier vice-roi de l'Amérique fut nommé en 1663). La Compagnie des îles n'était pas la compagnie la plus durable ; c'était la Compagnie de la Nouvelle-France. On aurait souhaité une plus grande attention de la part de l'éditeur, compte tenu des nombreuses fautes de frappe et de quelques phrases répétées.

Mis à part ces réserves, l'ouvrage nous montre tout l'intérêt de cette période méconnue des îles françaises. Il constitue une référence essentielle aussi bien pour la richesse de ses annexes et de sa bibliographie que pour son contenu.

HELEN DEWAR
Département d'histoire
Université de Montréal

Saint-Pierre, Céline, *La première révolution tranquille* (Montréal, Del Busso Éditeur, 2017), 229 p.

Dans *La première révolution tranquille*, Céline Saint-Pierre, professeure émérite au Département de sociologie de l'Université du Québec à Mon-

téal, reprend les grandes lignes de sa thèse de doctorat complétée en 1973. À l'époque, la discipline historique commençait à peine à s'intéresser à l'histoire du Québec contemporain. La sociologue ne possédait alors que très peu de recherches sur lesquelles s'appuyer. Cependant, aucune mise à jour prenant en considération la littérature des 40 dernières années n'a été effectuée pour la publication de ce livre. Cela a pour conséquence de donner un ouvrage qui est quelque peu dépassé.

À l'instar de Fernand Dumont, Céline Saint-Pierre voit dans les années 1930 une première révolution tranquille où s'opposent des idéologies anciennes et nouvelles. L'autrice analyse ces débats d'idées à travers les journaux d'époque et les publications des deux principaux pôles du mouvement syndical québécois : la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) et le Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC). Dans un contexte marqué par l'anticommunisme, la CTCC met alors de l'avant le Programme de restauration sociale élaboré par l'École sociale populaire en 1933. Celui-ci vise à préserver les valeurs du Canada français en plus de proposer une troisième voie entre capitalisme et socialisme. L'objectif de ce programme, aussi soutenu par la petite et la moyenne bourgeoisie francophone, le clergé et les intellectuels canadiens-français, est d'organiser la société québécoise selon le modèle corporatiste afin entre autres d'harmoniser les relations entre patrons et ouvriers. À l'opposé, le CMTC, qui est le petit frère canadien de la Fédération américaine du travail (FAT), prône la « démocratie industrielle », se méfie de l'intervention de l'État dans les relations de travail et rejette le syndicalisme confessionnel. Les affrontements idéologiques entre les deux centrales syndicales vont se renforcer autour de la *Loi relative à l'extension juridique des conventions collectives de travail* de 1934. Cette loi est un élément important du programme corporatiste de la CTCC. C'est au sein de ces affrontements que Céline Saint-Pierre voit l'émergence d'un nouveau modèle québécois qui « prend forme dans les rapports sociaux entre deux nouvelles classes sociales, la classe ouvrière en transformation et la bourgeoisie industrielle capitaliste » (p. 224). À l'instar de plusieurs historiennes et historiens, la sociologue s'attaque ainsi au mythe de la Grande Noirceur.

Cependant, quelques éléments du contexte historique présenté dans ce livre posent problème. Tout d'abord, l'autrice présente la classe ouvrière québécoise comme un phénomène nouveau qui prend naissance dans l'entre-deux-guerres. Il s'agit plutôt d'un long processus qui date du XIX^e siècle au cours de la première phase d'industrialisation. Le mouvement

ouvrier québécois est à ses balbutiements avec les grèves pour la journée de 10 heures en 1833-1834. Saint-Pierre ne tient pas plus compte du contexte de la Première Guerre mondiale et de la Révolte ouvrière au Québec, qui représentent des moments charnières dans l'évolution du mouvement ouvrier québécois de la période étudiée. Elle présente aussi une classe ouvrière québécoise homogène et canadienne-française alors que, dès ses origines, celle-ci se forme dans un contexte multiethnique et multireligieux qui se transforme encore à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle avec une immigration plus diversifiée. Quant au rôle d'encadrement de la classe ouvrière canadienne-française par l'Église catholique, qui intervient afin de préserver ses valeurs et de contrer les influences «étrangères» en son sein, il ne s'agit pas d'un phénomène propre aux années 1930. En effet, dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'Église mène un combat similaire à l'égard du développement des sociétés de secours mutuel et à la suite de l'implantation des Chevaliers du travail au Québec.

L'autrice présente aussi le CMTC de façon peu nuancée. Selon elle, il ne s'agit que de l'organe canadien de la FAT à laquelle il est totalement inféodé. Il est donc en quelque sorte l'allié objectif des intérêts économiques américains au Québec. Cependant, si le CMTC est grandement influencé par le trade-unionisme américain et que les débats qui ont cours à la FAT se reflètent en son sein, il ne s'agit pas pour autant d'une organisation aussi homogène qu'elle est présentée dans cet ouvrage. Preuve de ce manque de nuance, Saint-Pierre nous présente le journal *Le Monde ouvrier/Labor World* comme l'organe du CMTM, ce qui n'est pas tout à fait véridique. Il s'agit plutôt de journal bilingue du Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM), affilié au CMTC. Il suffit de regarder du côté des articles résumant les réunions hebdomadaires du CMTM au cours de l'entre-deux-guerres pour voir l'expression de différentes tendances et la dissension autour de propositions qui ne font pas toujours l'unanimité. Ainsi, il ne s'agit pas juste d'un organe de presse servant à relayer les orientations du CMTC et de la FAT.

Malheureusement, on retrouve d'autres informations erronées dans cet ouvrage. Par exemple, Saint-Pierre affirme que le journal *Clarté*, publié à partir de 1934, est la première publication francophone du Parti communiste du Canada (p. 60). En fait, le parti publie *L'Ouvrier canadien* de 1930 à 1931. Plus loin, elle affirme que l'«Industrial Workers of the World» et la «One Big Union» ont été bannis du CMTM, alors que ces organisations syndicales n'en ont jamais été membres (p. 171). Finalement, vers la fin de

l'ouvrage, on apprend que la *Loi sur les relations ouvrières* de 1944 est l'œuvre du gouvernement Taschereau (p. 213), bien que celle-ci fut adoptée par le gouvernement Godbout...

Si en 1973 la thèse de Céline Saint-Pierre représentait une certaine originalité, il aurait fallu procéder à une mise à jour en la confrontant à l'historiographie récente et en révisant quelques éléments. Malheureusement, ce livre n'apporte aucune contribution significative à l'histoire ouvrière, ni à l'histoire des années 1930 au Québec. Par contre, il peut nous renseigner sur comment les sociologues des années 1970 appréhendaient l'histoire québécoise contemporaine, alors même que la discipline historique commençait à peine à s'y intéresser.

BENOIT MARSAN

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

Vuillemin, Nathalie et Thomas Wien, dir., *Penser l'Amérique: de l'observation à l'inscription* (Oxford, Voltaire Foundation, 2017), 266 p.

Penser l'Amérique: de l'observation à l'inscription est un ouvrage collectif en histoire atlantique et politico-culturelle, analysant comment le discours d'observateurs européens sur la colonie française d'Amérique est structuré dans sa mise en écrit, puis transmis, conservé, interprété et réécrit en Europe, entre le milieu du XVII^e et la fin du XVIII^e siècle. Composé de neuf articles, l'ouvrage est dirigé par les professeurs Nathalie Vuillemin (Université de Neuchâtel), spécialiste en littérature française moderne et en histoire des récits de voyages scientifiques en Amérique du Sud au XVIII^e-XIX^e siècle, et Thomas Wien (Université de Montréal), historien de la Nouvelle-France et du monde atlantique français. En phase avec les études actuelles qui déconstruisent les discours, l'ouvrage propose une nouvelle approche de leur analyse dans le cadre de l'impérialisme français. Les articles cherchent à comprendre comment les savoirs américains (expériences des colonisateurs et collecte des caractéristiques géographiques et scientifiques du territoire) sont perçus par les auteurs européens selon des conceptions et des valeurs qui leur sont propres et ensuite transcrits dans un langage susceptible de trouver écho auprès du public européen. Étudié à partir de documents envoyés et diffusés en Europe, ce sujet est traité à travers deux approches: les mani-